

ACTUALITE LEGISLATIVE

Avril-mai 2006

Agriculture – Pêche

[Décret n° 2006-493 du 28 avril 2006](#) relatif à la sanction des infractions à la réglementation des produits laitiers, à l'agrément et au commissionnement d'agents chargés des contrôles et modifiant le code rural

Arrêté du 18 mai 2006 modifiant l'arrêté du 10 février 1989 relatif aux teneurs maximales en résidus de pesticides admissibles sur et dans les céréales

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=AGR0600971A>

Arrêté du 18 mai 2006 modifiant l'arrêté du 5 août 1992 relatif aux teneurs maximales en résidus de pesticides admissibles sur et dans certains produits d'origine végétale

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=AGR0600972A>

Arrêté du 22 mai 2006 relatif à la production, au contrôle et à la certification des semences transposant la directive 2004/117/CE du Conseil du 22 décembre 2004

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=AGRP0600986A>

Arrêté du 24 mai 2006 relatif aux exigences sanitaires des végétaux, produits végétaux et autres objets

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=AGR0600999A>

Banque - Assurance

[Décret n° 2006-557 du 16 mai 2006](#) modifiant le chapitre Ier du titre Ier du livre IV de la partie réglementaire du code monétaire et financier

[Arrêté du 10 mai 2006](#) portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers

[Arrêté du 15 mai 2006](#) relatif aux activités de conservation ou d'administration d'instruments financiers et de compensation d'instruments financiers définies aux articles L. 442-2 et L. 542-1 du code monétaire et financier et modifiant les règlements n°s 91-05, 93-05, 95-02, 96-15, 97-04, 98-04, 99-14 et 2000-03

[Arrêté du 15 mai 2006](#) relatif à l'encadré inséré en tête de contrats d'assurance sur la vie

Communication

[Arrêté du 13 avril 2006](#) homologuant la décision n° 2006-0381 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 30 mars 2006 précisant les modalités d'application de la portabilité des numéros mobiles en métropole

[Arrêté du 20 avril 2006](#) fixant pour l'année 2006 le montant mensuel de la réduction tarifaire téléphonique pour certaines catégories de personnes au titre du service universel des communications électroniques

Concurrence - Consommation

[Décret n° 2006-513 du 4 mai 2006](#) pris en application des articles L. 470-4-1 du code de commerce, L. 141-2 et L. 216-11 du code de la consommation relatifs au règlement

Circulation routière

[Décret n° 2006-554 du 16 mai 2006](#) relatif aux concentrations et manifestations organisées sur les voies ouvertes ou dans les lieux non ouverts à la circulation publique et comportant la participation de véhicules terrestres à moteur

Domaine Public – Propriété publique

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2006-460 du 21 avril 2006](#) relative à la partie législative du code général de la propriété des personnes publiques

[Ordonnance n° 2006-460 du 21 avril 2006](#) relative à la partie législative du code général de la propriété des personnes publiques

Droit fiscal – Fiscalité

[Décret n° 2006-607 du 26 mai 2006](#) relatif à l'aménagement du régime fiscal des bons ou contrats de capitalisation et des placements de même nature investis en actions et modifiant l'annexe II au code général des impôts

[Décret n° 2006-446 du 14 avril 2006](#) pris pour l'application des dispositions des articles 125 A et 125 D du code général des impôts, relatif au prélèvement sur les produits de placements à revenu fixe et les produits des bons ou contrats de capitalisation de source européenne et modifiant l'annexe III à ce code

[Arrêté du 14 avril 2006](#) pris pour l'application des articles 125 A et 125 D du code général des impôts, relatif au recouvrement du prélèvement forfaitaire libératoire et modifiant l'annexe IV à ce code

[Décret n° 2006-469 du 24 avril 2006](#) modifiant le décret n° 2005-1412 du 16 novembre 2005 portant approbation du code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes

[Décret n° 2006-476 du 25 avril 2006](#) pris pour l'application du 3° quater de l'article 1469 du code général des impôts relatif à la valeur locative des biens cédés entre entreprises liées

[Arrêté du 21 mars 2006](#) portant réorganisation des postes comptables de la direction générale des impôts

[Arrêté du 24 mars 2006](#) fixant la liste des personnes morales mentionnées au b du 2 de l'article 119 ter du code général des impôts

[Décret n° 2006-446 du 14 avril 2006](#) pris pour l'application des dispositions des articles 125 A et 125 D du code général des impôts, relatif au prélèvement sur les produits de placements à revenu fixe et les produits des bons ou contrats de capitalisation de source européenne et modifiant l'annexe III à ce code (rectificatif)

Le règlement (CE) [708/2006](#) de la Commission modifiant le règlement (CE) no 1725/2003 de la Commission portant adoption de certaines normes comptables internationales conformément au règlement (CE) 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil, pour ce qui concerne la norme comptable internationale IAS 21 et l'interprétation no 7 de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC 7) a été publié au JO UE.

[Décret n° 2006-532 du 11 mai 2006](#) portant déconcentration de décisions administratives individuelles, modifiant les annexes I, II et III du code général des impôts et le décret n° 97-1195 du 24 décembre 1997 pris pour l'application du 2° de l'article 2 du décret n° 97-34 du 15 janvier

1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles

[Décret n° 2006-514 du 4 mai 2006](#) relatif aux formalités en matière de garantie des métaux précieux et modifiant les annexes I et II au code général des impôts

Energie – Mines

[Décret n° 2006-553 du 16 mai 2006](#) portant extension à la communauté urbaine Marseille Provence Métropole des articles L. 171-2 à L. 171-11 du code de la voirie routière relatifs à l'établissement et à l'entretien des câbles électriques pour les transports en commun et à la commune de Marseille en tant qu'ils concernent l'éclairage public

[Arrêté du 25 avril 2006](#) fixant les installations soumises au code de l'environnement gérées par le BRGM au titre du 9 (a) de l'article 1er du décret n° 2006-402 du 4 avril 2006 modifiant le décret n° 59-1205 du 23 octobre 1959 relatif à l'organisation administrative et financière du Bureau de recherches géologiques et minières et portant dispositions transitoires relatives à Charbonnages de France

[Arrêté du 25 avril 2006](#) fixant la liste des installations hydrauliques de sécurité de Charbonnages de France gérées par le BRGM

[Décret n° 2006-581 du 22 mai 2006](#) modifiant le décret n° 2004-90 du 28 janvier 2004 relatif à la compensation des charges de service public de l'électricité

[Décret n° 2006-600 du 23 mai 2006](#) relatif aux obligations d'économies d'énergie dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie

[Décret n° 2006-603 du 23 mai 2006](#) relatif aux certificats d'économies d'énergie

[Décret n° 2006-604 du 23 mai 2006](#) relatif à la tenue du registre national des certificats d'économie d'énergie

Environnement

[Décret n° 2006-578 du 22 mai 2006](#) relatif à l'information et à la participation du public en matière d'environnement, modifiant le code de l'environnement et le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement (rectificatif)

[Décret n° 2006-570 du 17 mai 2006](#) relatif à la publicité des

servitudes d'utilité publique instituées en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires)

[Décret n° 2006-435 du 13 avril 2006](#) fixant les modalités du contrôle périodique de certaines catégories d'installations classées soumises à déclaration

[Arrêté du 6 mars 2006](#) portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (meubles rembourrés, ascenseurs et autres)

Décret n° 2006-622 du 29 mai 2006 pris pour l'application des articles L. 229-20 à L. 229-24 du code de l'environnement et portant transposition de la directive 2004/101/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 modifiant la directive 2003/87/CE établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté au titre des mécanismes de projet du protocole de Kyoto

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVG0640017D>

Décret n° 2006-623 du 29 mai 2006 relatif à la réduction des émissions de composés organiques volatils dues à l'utilisation de solvants organiques dans certains vernis et peintures et dans les produits de retouche de véhicules

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVP0640026D>

Arrêté du 22 mai 2006 modifiant l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVP0650322A>

Arrêté du 29 mai 2006 pris pour l'application des articles 3 et 4 du décret n° 2006-622 du 29 mai 2006 pris pour l'application des articles L. 229-20 à L. 229-24 du code de l'environnement et portant transposition de la directive 2004/101/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 modifiant la directive 2003/87/CE établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté au titre des mécanismes de projet du protocole de Kyoto

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVG0650327A>

Arrêté du 29 mai 2006 relatif à la réduction des émissions de composés organiques volatils dues à l'utilisation de solvants organiques dans certains vernis et peintures et dans les produits de retouche de véhicules

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=DEVP0650328A>

Etrangers

[Arrêté du 2 mai 2006](#) pris en application de l'article 2 du décret n° 2005-617 du 30 mai 2005 relatif à la rétention administrative et aux zones d'attente pris en application des articles L. 111-9, L. 551-2, L. 553-6 et L. 821-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

[Arrêté du 2 mai 2006](#) pris en application de l'article 4 du décret n° 2005-617 du 30 mai 2005 relatif à la rétention administrative et aux zones d'attente pris en application des articles L. 111-9, L. 551-2, L. 553-6 et L. 821-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

[Arrêté du 2 mai 2006](#) pris en application de l'article L. 553-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

[Arrêté du 30 mars 2006](#) relatif au dépôt des demandes de regroupement familial dans les services de l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations (ANAEM)

Experimentation

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2006-433 du 13 avril 2006](#) relative à l'expérimentation du contrat de transition professionnelle

[Ordonnance n° 2006-433 du 13 avril 2006](#) relative à l'expérimentation du contrat de transition professionnelle

Libertés et responsabilités Locales

[Arrêté du 17 mars 2006](#) pris pour l'application en 2006 des dispositions prévues aux articles L. 2334-7 et L. 2334-7-2 du code général des collectivités territoriales

[Décret n° 2006-503 du 2 mai 2006](#) relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales

Marchés publics

[Décret n° 2006-608 du 26 mai 2006](#) relatif aux concessions de plage

Une commune [peut attribuer directement](#) un marché public à une entreprise qu'elle détient si l'activité de cette dernière est consacrée principalement à ladite collectivité. Il faut tenir compte de toutes les activités que cette entreprise réalise sur la base d'une attribution faite par le pouvoir adjudicateur et ce, indépendamment de savoir qui rémunère cette activité et où elle est exercée.

[Décret n° 2006-567 du 17 mai 2006](#) modifiant le décret n° 2005-1170 du 13 septembre 2005

Procédure civile - Droit pénal

LOI n° 2006-616 du 29 mai 2006 autorisant l'approbation du protocole n° 14 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, amendant le système de contrôle de la convention (1)

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=MAEX0400290L>

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2006-461 du 21 avril 2006](#) réformant la saisie immobilière

[Ordonnance n° 2006-461 du 21 avril 2006](#) réformant la saisie immobilière

Commission nationale de déontologie de la sécurité

[Rapport 2005 remis au Président de la République et au Parlement](#). La CNDS met particulièrement l'accent dans ce dernier rapport sur les violations des règles déontologiques de la Police nationale lors des gardes à vue, les excès des fouilles à corps et du menottage, les manquements à la déontologie à l'égard des mineurs et des étrangers.

Ce rapport contient également une synthèse des avis et recommandations émis dans le domaine des expulsions des étrangers depuis la création de la CNDS en 2000.

Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité : [rapport annuel 2005](#)

[Décret n° 2006-469 du 24 avril 2006](#) modifiant le décret n° 2005-1412 du 16 novembre 2005 portant approbation du code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes

Criminalité et délinquance constatées en France : année 2005
Direction centrale de la police judiciaire [Tome 1](#) [Tome 2](#)

[Rapport annuel de la Cour de cassation 2005](#). L'innovation technologique

[Décret n° 2006-558 du 16 mai 2006](#) modifiant le décret n° 78-262 du 8 mars 1978 portant fixation du tarif des notaires

[Décret n° 2006-546 du 12 mai 2006](#) relatif aux experts médicaux judiciaires exerçant en application des articles L. 141-1 et L. 141-2-1 du code de la sécurité sociale et modifiant ce code (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat)

Propriété intellectuelle

Rapport d'information [...] sur [le droit d'auteur à l'heure d'Internet](#)
Sénat. Commission des affaires culturelles.

Santé

[Décret n° 2006-556 du 17 mai 2006](#) relatif aux conditions d'organisation et de fonctionnement des structures dénommées «lits halte soins santé»

[Décret n° 2006-559 du 17 mai 2006](#) relatif à la taxe perçue lors d'une demande d'importation parallèle et modifiant l'article D. 5124-57 du code de la santé publique

[Décret n° 2006-477 du 26 avril 2006](#) modifiant le chapitre 1er du titre II du livre 1er de la première partie du code de la santé publique relatif aux recherches biomédicales (dispositions réglementaires)

Arrêté du 19 mai 2006 relatif au contenu et aux modalités de présentation d'une brochure pour l'investigateur d'une recherche biomédicale portant sur un médicament à usage humain

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SANP0622120A>

Arrêté du 19 mai 2006 fixant les modalités de présentation et le contenu de la demande de modification substantielle d'une recherche biomédicale portant sur un médicament à usage humain auprès de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé et du comité de protection des personnes

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SANP0622121A>

Arrêté du 19 mai 2006 relatif au contenu et aux modalités de présentation des informations relatives à la fin de recherche, au rapport

final et au résumé du rapport final d'une recherche biomédicale portant sur un médicament à usage humain

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SANP0622180A>

Arrêté du 19 mai 2006 fixant les modalités de déclaration, la forme et le contenu du rapport de sécurité d'une recherche biomédicale portant sur un médicament à usage humain

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SANP0622181A>

Arrêté du 23 mai 2006 fixant pour l'année 2005 les taux annuels de l'indem

Arrêté du 24 mai 2006 fixant le contenu de l'étiquetage des médicaments expérimentaux

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SANP0622221A>

Arrêté du 24 mai 2006 fixant le contenu, le format et les modalités de présentation à l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé du dossier de demande d'autorisation de recherche biomédicale portant sur un médicament à usage humain

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SANP0622223A>

Arrêté du 24 mai 2006 fixant la forme, le contenu et les modalités des déclarations d'effets indésirables et des faits nouveaux dans le cadre de recherche biomédicale portant sur un médicament à usage humain

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SANP0622224A>

Arrêté du 24 mai 2006 fixant le contenu, le format et les modalités de présentation du dossier de demande d'avis au comité de protection des personnes sur un projet de recherche biomédicale portant sur un médicament à usage humain

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SANP0622225A>

Arrêté du 24 mai 2006 relatif au contenu et aux modalités de présentation d'un protocole de recherche biomédicale portant sur un médicament à usage humain

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SANP0622226A>

Décision du 26 mai 2006 modifiant l'arrêté du 10 mai 1995 modifié relatif aux bonnes pratiques de fabrication

<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SANM0622222S>

transactionnel et modifiant le code de la consommation (partie réglementaire)

Rapports d'information

[Rapport annuel 2005 du Médiateur](#) de la République

[Rapport d'information \[...\] sur les "class actions"](#)
Sénat. Commission des lois

[26ème rapport d'activité 2005 de la Commission nationale de l'informatique et des libertés](#). Commission nationale de l'informatique et des libertés

Social

[Décret n° 2006-568 du 17 mai 2006](#) relatif au dépôt et à la consultation des conventions et accords collectifs de travail et modifiant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat)

[Décret n° 2006-599 du 26 mai 2006](#) relatif à la mise en oeuvre du contrat insertion-revenu minimum d'activité dans le secteur du travail temporaire

Sociétés

[Décret n° 2006-448 du 14 avril 2006](#) relatif à la société européenne

[Décret n° 2006-423 du 10 avril 2006](#) pris pour l'application du deuxième alinéa du 4° du I de l'article L. 720-5 du code de commerce

[Décret n° 2006-427 du 11 avril 2006](#) modifiant l'article 74 de l'annexe III au code général des impôts

Sports

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2006-596 du 23 mai 2006](#) relative à la partie législative du code du sport

[Ordonnance n° 2006-596 du 23 mai 2006](#) relative à la partie législative du code du sport

Urbanisme – Construction

[Décret n° 2006-569 du 17 mai 2006](#) modifiant le code de la construction et de l'habitation et relatif aux conventions conclues en application de l'article L. 351-2 du code de la construction et de l'habitation

[Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006](#) relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation

[Arrêté du 17 mai 2006](#) relatif aux caractéristiques techniques relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées lors de la construction et de l'aménagement des bâtiments d'habitation

[Arrêté du 17 mai 2006](#) relatif aux caractéristiques techniques relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées lors de la construction ou de la création d'établissements recevant du public ou d'installations ouvertes au public

[Arrêté du 24 avril 2006](#) portant application à certains aciers de construction du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 modifié concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction

[Arrêté du 24 avril 2006](#) portant application aux dispositifs antibruit routiers du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 modifié concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction

[Arrêté du 24 avril 2006](#) portant application aux appareils d'appui structuraux en élastomère et à pot du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 modifié concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction

[Arrêté du 24 avril 2006](#) portant application aux feuilles d'étanchéité de toiture plastiques et élastomères du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 modifié concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction

[Arrêté du 24 avril 2006](#) portant application aux stratifiés décoratifs haute pression du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 modifié concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction

[Arrêté du 24 avril 2006](#) portant application à certains systèmes fixes de lutte contre l'incendie du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 modifié concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction

[Arrêté du 24 avril 2006](#) portant application à certains boulons de construction métallique du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 modifié concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction

[Arrêté du 24 avril 2006](#) portant application aux lavabos collectifs du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 modifié concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction

[Décret n° 2006-592 du 24 mai 2006](#) relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des constructions

[Arrêté du 9 mai 2006](#) fixant les modalités de calcul de la cotisation additionnelle à la Caisse de garantie du logement locatif social

[Arrêté du 24 mai 2006](#) relatif aux caractéristiques thermiques des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments

[Arrêté du 15 mai 2006](#) approuvant le cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés de travaux et approuvant et abrogeant divers fascicules

[Décret n° 2006-591 du 23 mai 2006](#) relatif à la protection des bâtiments contre les termites et autres insectes xylophages et modifiant le code de la construction et de l'habitation

Transports

[Arrêté du 15 mars 2006](#) modifiant l'arrêté du 23 novembre 1987 relatif à la sécurité des navires

[Décret n° 2006-563 du 17 mai 2006](#) fixant les conditions et modalités d'application de l'article 119 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005, relatif au régime de garantie de l'Etat en faveur des sociétés du secteur de la construction navale

[Arrêté du 21 avril 2006](#) relatif aux modalités d'exercice du contrôle financier sur l'Etablissement public de sécurité ferroviaire

[Arrêté du 26 avril 2006](#) désignant les arrêts sur les liaisons ferroviaires internationales pouvant donner lieu à l'application de l'article 78-2 du code de procédure pénale

[Arrêté du 12 avril 2006](#) modifiant l'arrêté du 5 juin 2001 modifié relatif au transport des marchandises dangereuses par chemin de fer (dit « arrêté RID »)

[Démarche prospective transports - 2050](#) Eléments de réflexion
Conseil général des ponts et chaussées

[Rapport d'information \[...\] sur la proposition révisée de règlement du Conseil et du Parlement européen relatif aux services publics de transports de voyageurs par chemin de fer et par route.](#) Assemblée nationale. Délégation pour l'Union européenne

[Décret n° 2006-462 du 21 avril 2006](#) fixant la liste des lignes régulières internationales de transport maritime de passagers mentionnée à l'article 2 de la loi n° 2005-412 du 3 mai 2005 relative à la création du registre international français

Union Européenne

La Commission européenne vient de publier une [décision](#) modifiant l'annexe de la directive 2002/95/CE relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques, dite RoHS, en ce qui concerne les exemptions relatives aux applications du plomb. Désormais certaines applications du plomb dans les lampes à incandescence de forme linéaire, les HID, les lampes de bronzage, les lampes à économie d'énergie (ESL) et les lampes plates destinées aux écrans LCD sont exemptées de l'interdiction prévue par la directive RoHS.

La Commission européenne a adopté, le 26 avril dernier, une [communication](#) sur les services sociaux d'intérêt général. Ce texte clarifie les règles légales relatives aux aides d'Etat dont bénéficient les acteurs de ce secteur et précise le champ d'application des règles régissant le marché intérieur (en particulier le principe de la libre prestation de services et de la liberté d'établissement) et les marchés publics. Pour disposer d'un tableau plus précis du mode d'organisation des services sociaux d'intérêt général dans chaque Etat membre de l'Union européenne, la Commission a lancé une étude ayant pour but d'examiner la situation de chaque Etat membre individuellement. Elle s'appuiera sur les résultats de cette étude et sur la consultation des parties intéressées pour publier un rapport qui décrira les dernières tendances en matière de modernisation, la jurisprudence et les nouveautés observées. Le premier rapport est prévu pour fin 2007. Il sera ensuite publié tous les 2 ans.

Le Conseil de l'Union européenne a formellement adopté, le 25 avril dernier, la directive visant à modifier les règles européennes prévues par la directive [78/660/CEE](#), du Conseil de l'Union européenne, relative aux

comptes annuels de certaines formes de sociétés et la directive [84/253/CEE](#), du Conseil, concernant l'agrément des personnes chargées du contrôle légal des documents comptables. Ces nouvelles règles étendent le champ d'application de la directive 84/253/CEE en introduisant des dispositions sur les obligations des auteurs en termes d'indépendance, d'éthique et d'assurance qualité.

Une nouvelle directive concernant les [déchets](#) a été publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 27 avril 2006. Elle codifie l'ancienne directive cadre sur les déchets 75/442/CEE et toutes ses modifications successives sans apporter de changements significatifs. La directive prévoit une gestion coordonnée des déchets au sein de l'UE. Les Etats membres doivent s'assurer que les déchets ne sont pas abandonnés, rejetés et éliminés de façon incontrôlée ; ils doivent promouvoir la prévention, le recyclage et la transformation des déchets afin de les réutiliser.

La Cour de justice des Communautés européennes a, le 6 avril dernier, rendu un [arrêt](#) par lequel elle a confirmé qu'un mode d'attribution directe, sans mise en concurrence, d'une concession de service public n'est pas contraire au droit communautaire, si certaines conditions spécifiques, d'interprétation restrictive, sont remplies (aff. C-410/04). Plus précisément, elle a estimé que les articles 43, 49 et 86 CE ne s'opposaient pas à une réglementation qui laisse aux administrations locales le choix de confier la gestion d'un service, comme un service de transport public, à une société relevant de l'administration locale concernée. Des conditions strictes doivent être respectées, qui ont été définies dans l'arrêt « Parking Brixen » du 13 octobre 2005. Il faut ainsi que le contrôle exercé par l'autorité publique sur l'entité concessionnaire soit semblable à celui que l'autorité publique exerce sur ses propres services et que l'entité concessionnaire réalise l'essentiel de son activité avec l'autorité publique qui la détient. La Cour précise que ces critères doivent être remplis en permanence, c'est-à-dire pendant toute la durée du contrat de concession.

Le règlement 561/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions de la législation sociale dans le domaine des transports par route et la directive 2006/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 établissant les conditions minimales à respecter pour la mise en œuvre du règlement ont été publiés au [Journal officiel de l'Union européenne](#). Ce paquet législatif concerne le temps de conduite et de repos des chauffeurs routiers. L'installation du tachygraphe numérique sur les nouveaux poids lourds sera obligatoire à partir du 1er mai 2006.